



De

COMMUNIQUE DE PRESSE

## **PLAN DE REDRESSEMENT DE L'ASSURANCE MALADIE**

### **Une potion amère pour les assurés, un placebo pour le déficit**

Le plan de redressement proposé par le gouvernement est injuste par ce qu'il fait principalement reposer l'effort sur les assurés. De plus il ne s'attaque pas aux causes profondes du dérapage.

Le déficit du régime général est plus élevé que prévu : 12 milliards d'euros au lieu des 8 milliards prévus par le Parlement, dont 6,4 milliards pour l'assurance maladie.

Pour la CFDT, ce mauvais résultat est la conséquence d'une politique qui refuse résolument de s'attaquer à l'organisation du système des soins.

La CFDT désapprouve le plan de redressement annoncé hier par le gouvernement parce que les mesures reposent essentiellement sur les usagers, déjà largement mis à contribution. Or depuis 2005, le gouvernement privilégie la revalorisation des honoraires des praticiens au détriment d'une action structurelle sur l'offre de soins.

Par ailleurs, le creusement du déficit des branches du régime général provient pour partie d'une insuffisance des recettes fiscales destinées à compenser les allègements de charge des entreprises. Il n'est pas admissible que les caisses de Sécurité sociale subissent les effets des politiques de l'emploi décidées par le gouvernement.

La CFDT exige que l'Etat honore ses obligations de compenser tout allègement de cotisations en versant à la Sécurité sociale le milliard et demi d'euros qui lui font défaut en 2006 et 2007.

La mise en place de nouvelles franchises et la TVA sociale, envisagées au-delà de ce plan de redressement, ne feraient qu'accroître encore les inégalités d'accès aux soins. La CFDT s'y oppose.

Déclaration de Gaby Bonnard, secrétaire national © CFDT (communiqué de presse mis en ligne le 5 juillet 2007)